

Questions orales

M. Wilson: Madame le Président, le gouvernement, et surtout le ministre des Finances et celui de l'Énergie, des Mines et des Ressources, ont une occasion en or de remettre notre économie sur les rails dans un secteur où ils exercent un contrôle absolu, et il n'est donc pas nécessaire de copier ce qui se fait dans d'autres pays du monde.

Des voix: Bravo!

M. Wilson: Nous ratons l'occasion de créer de nouveaux emplois dans bien des grands projets d'exploitation. Par exemple, on a décidé de retarder la mise en œuvre du projet Alsands, de celui de Cold Lake et, comme on l'a annoncé aujourd'hui, celui de Judy Creek. Les entreprises de forage de pétrole brut naturel s'en vont vers le sud. Les clients annulent leurs commandes et les entreprises du centre du pays et de l'Ouest ne créent pas les nouveaux emplois tant espérés. Or voici que depuis six semaines, le gouvernement se contente d'écouter passivement les conseils des spécialistes du domaine, sans rien faire.

Comme nous aurons bientôt un million de chômeurs et que le déficit de notre balance des paiements dans le secteur de la fabrication est de 17 milliards de dollars, le gouvernement va-t-il enfin se décider à suivre l'avis du Conseil économique, qui est le principal conseiller du premier ministre et du gouvernement en matière économique, afin de mettre fin à l'impasse dans laquelle se trouvent Ottawa et l'Alberta dans le domaine énergétique?

M. MacEachen: Madame le Président, le gouvernement est de toute évidence disposé à étudier et à examiner les propositions faites par le Conseil économique dans son rapport annuel. J'ai commencé à lire et à étudier le rapport qui, soit dit en passant, a été écrit avant la présentation du budget et du Programme énergétique national. J'ai été très rassuré de voir qu'il y avait une grande concordance entre le budget et les observations et les sujets qui tracassent le Conseil économique du Canada. A chaque page du rapport, je constate que le Conseil appuie l'une ou l'autre des dispositions qui figurent dans le budget présenté le 28 octobre.

* * *

LES TRANSPORTS

LE FINANCEMENT D'UN SYSTÈME DE TRANSPORT RAPIDE ET LÉGER À VANCOUVER—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre d'État (Commerce). Selon le *Sun* de Vancouver, le ministre a dit que toute participation financière fédérale au projet de transport urbain rapide et léger pour la ville de Vancouver, avait été compromise par l'annonce prématurée du gouvernement de la Colombie-Britannique. Le ministre sait que nous, de ce côté-ci de la Chambre, réclamons la mise en place de systèmes de transport

rapides et légers. Peut-il nous donner l'assurance que la population de Vancouver ne sera pas, en fin de compte, la victime innocente et impuissante de cette querelle entre le gouvernement fédéral et la province? Peut-il nous dire s'il y a eu un accord de principe—je ne lui demande pas les montants—au sujet du financement par le gouvernement du Canada d'un système de transport rapide et léger à Vancouver?

L'hon. Ed Lumley (ministre d'État (Commerce)): Madame le Président, mes collègues du cabinet m'ont chargé d'entreprendre, avec la Colombie-Britannique et les autorités de transport locales, des négociations au sujet de la participation fédérale au projet de Vancouver. Comme le député le sait, nous croyons que c'est une occasion magnifique qui s'offre à l'industrie canadienne. Elle nous donne la possibilité de nous lancer à l'échelle internationale dans une industrie de plusieurs milliards de dollars. C'est un merveilleux projet canadien et nous ferons de notre mieux pour mener ces négociations à bonne fin.

Ce n'est qu'une des nombreuses initiatives destinées à assurer l'expansion industrielle de l'Ouest qui sont envisagées par le comité du cabinet des affaires de l'Ouest, que préside le ministre de l'Emploi et de l'Immigration.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. Paproski: Et Edmonton et Calgary?

M. Waddell: Madame le Président, je remercie le ministre d'avoir été aussi verbeux que d'habitude dans sa réponse. Je lui rappelle que nous réclamons un programme semblable depuis des années et je suis heureux de voir que le ministre l'appuie en principe. Je tiens à le remercier pour cela et aussi pour m'avoir invité ainsi que quelques-uns de mes commettants, hier à Kingston pour voir le nouveau projet.

Comme il s'agit d'un nouveau projet qui n'a jamais été mis à l'essai et bien qu'il favorise les Canadiens qui achètent de la technologie canadienne et les relations est-ouest, le ministre voudrait-il assurer à la Chambre et surtout aux autorités de la ville de Vancouver que les fonds fédéraux leur seront directement versés pour éviter que le gouvernement provincial ne réduise d'autant sa part de financement? Autrement dit, qu'il nous assure que l'argent fédéral sera directement versé au conseil de la ville de Vancouver. Le ministre est-il prêt à s'engager en ce sens?

M. Lumley: Madame le Président, comme les négociations n'ont pas encore commencé, je courrais un gros risque en promettant une chose pareille. Il s'agit d'une entreprise mixte. Le gouvernement fédéral cherche à jouer le rôle qui lui revient, en s'efforçant de conjuguer les efforts des provinces, du conseil de ville, de l'entreprise privée et de ses propres services pour s'acquitter de ses obligations.